

Note de veille du 1^{er} trimestre 2024

Monde : Emissions de CO2 2023 : rapport AIE : Hausse mondiale de 1,1%, malgré une baisse de 4,1% aux États-Unis, et de 9% en Europe, mais une hausse de la Chine de 4,9% et de l'Inde. Sur les 37,4 milliards de tonnes de CO2 émises, record, la Chine en accuse 33%, les États-Unis 12%, l'Inde 7% ; suivent la Russie, le Japon, l'Allemagne...

L'Europe n'en accuse que 7% et la France 0,7%. Les hausses sont dues aux développements économiques, mais aussi aux climats, moins d'hydroélectricité en Chine, moins de mousson en Inde, et malgré le développement important des énergies renouvelables, partout. L'accélération des énergies décarbonées pourrait créer une baisse des émissions en 2025.

Europe : Ecoconception : « l'immense avancée de l'union européenne » : les Echos 26 janvier.

Le jeudi 11 janvier, la commission Environnement du Parlement européen a adopté le nouveau règlement sur l'écoconception des produits -ESPR : Ecosign for Sustainable Products Regulation-, approuvé par les Etats. Tous devront appliquer une même méthode, basée sur le calcul de l'empreinte globale et pas seulement sur le carbone. Sinon, l'entrée et la vente seront interdites en Europe. Cette souveraineté européenne va bouleverser les pratiques industrielles de tous les acteurs mondiaux. Entérinement au printemps par le parlement.

Mobilités des véhicules lourds et impact des émissions de CO2 : les législateurs ont trouvé un accord : par rapport à 2019, réduction de 45% d'ici à 2030, 65% en 2035, 90% en 2040 avec des objectifs moindres sur des usages spécifiques comme les camions à ordures ou à remorque ; pour les bus urbains, 0 émissions en 2035 après réduction de 90% en 2030. L'ACEA- Association des Constructeurs Européens- estime que si 400.000 véhicules électriques et à hydrogène sont en circulation, on a besoin de 50.000 stations de recharge électrique et de 700 d'hydrogène en 2030. NB : la Cour des Comptes de l'Union européenne constate que les progrès d'émissions de CO2 des voitures sont insignifiants ; source 30/01/2024 Actu Environnement. NB : elle n'a pas encore compris que les voitures électriques alimentées par de l'électricité carbonée, sont moins performantes que les voitures au diesel. Une étude hollando-japonaise confirme que le passage des voitures à l'électricité ne permet pas de diminuer les émissions de CO2, pour les pays à électricité carbonée, pour les voitures à l'essence, donc encore plus pour les voitures au diesel.

Agriculture : l'Union européenne comprend les agriculteurs, pas les « écolos » : suppression des mises en jachères et bonus si elles sont maintenues ; rotation des cultures non obligatoire ; pas de contrôle et de pénalités pour les petites exploitations, moins de 10 hectares ; de plus, reculades sur les pesticides, réflexions sur la juste rémunération des agriculteurs, en cours. Ce sont des propositions aux Etats membres et au Parlement européen, au plus tard fin avril, avec application dès 2025, et rétroactives au 1er janvier 2024. Les « écolos », irrités. Réponse polonaise : « On obtient plus de résultats avec des encouragements et des primes qu'avec des contraintes ».

Allemagne : baisse de 10% des émissions de CO2 : douceur de l'hiver, développement des énergies vertes, appuyées par les importations de l'électricité française-NB : ce point non mentionné par le responsable allemand-, baisse de l'industrie dont la chimie. Par contre, les transports restent très loin de l'objectif-NB : les responsables veulent accélérer par l'électrification, avec leur électricité encore très carbonée... !?-, comme les bâtiments, très faible diminution. Plus franc, Energieverde calcule que 15% de la baisse est à long terme, ce qui fait passer le 10% à 1,5%.

France : « Ecologistes » et agriculteurs : deux oppositions : Manifestation des agriculteurs fin janvier et février : les « défenseurs » de l'environnement se sont mis vent debout contre les propositions aux agriculteurs prises par le

gouvernement jugées insuffisantes pour les agriculteurs, pourtant de faible impact : ne pas plus taxer le GNR-gazole non routier- , jachères, pesticides, bassines, mesures de simplification, alignement aux règlements européens, curages des rivières, tous ces changements ont été critiqués fortement par Greenpeace, WWF, Réseau Action Climat et d'autres ; de quoi ralentir un peu plus les projets liés à l'environnement ; alors qu'il faudrait les accélérer . De nombreux pays européens sont dans la même situation et l'ont montré à Bruxelles. Les agriculteurs français ne se limitent pas à l'écologie, mais à leur économie désastreuse pour un grand nombre.

Colloque Académie des Sciences : « L'Urgence Climatique : un tournant décisif ? » Institut de France, 8 et 9 mars : ce colloque de haut niveau visait à éclairer cette question en s'appuyant sur les travaux les plus récents ; les statistiques et les scénarios concernant le monde ont été les piliers de la première journée ; les réalités françaises l'ont été pour la seconde. Sujets : 8 mars : monde : trajectoires de nos sociétés, culpabilité de l'activité humaine, impacts, scénarios, pour commencer ; suite : désinformation, négationnisme, formation et information ; 9 mars : France : forêts, agriculture, hydrologie, zones côtières, montagne, agglomérations, pour commencer ; suite : vision européenne, entreprises, adaptation aux aquifères, politique publique, points de vue des jeunes. Les résumés sont accessibles à l'adresse numérique : « Institut de France Paris, colloque l'urgence climatique ». NB : quelques regrets : interventions trop rapides, ne permettant ni à l'auteur ni aux assistants d'aller au bout de leurs sujets, tous importants ; limitation des résultats scientifiques aux statistiques, et rien sur la physique, comme les radiations, les évolutions de la terre comme le déplacement du pôle magnétique, etc., et la chimie, et toutes remarques consolidant le bien-fondé de la source anthropique contre les négationnistes. Enfin, presque rien sur les technologies, vive les ingénieurs, technologies ou découvertes si rapides, appuyées par les événements politiques ou économiques peu maitrisables, les « scénarotistes » en désaccord et les décideurs politiques obligés de corriger ou retarder les programmes régulièrement, avec l'incompréhension des citoyens.

Logements : MaPrimeRenov' : Suite à l'effondrement des rénovations énergétiques des bâtiments dans ce trimestre et à l'application désastreuse du DPEB- Diagnostic de Performance Energétique des Bâtiments- le ministre de la transition écologique et celui du logement M. Guillaume Kasbarian, ont fortement « assoupli » « MaPrimeRenov' » : « mono-gestes », au lieu de rénovation globale, suppression du DPE- Diagnostic de Performance Energétique-, simplification de la labellisation RGE- Reconnu Garant de l'Environnement- pour les entreprises, dont les plus petites de moins de 10 salariés, et pour les rénovations globales, simplification des certifications « Mon Accompagnateur Renov' ». Décrets rapides. Source : les Echos 11 mars. La nouvelle DPE 2024 serait basée sur les consommations d'énergie, sur les trois dernières années, et si nécessaire tenant compte des prix pour les transformer en quantité, puis en CO2. Décrets rapides. Source, Internet sans signature 11mars.

Plan EAU : la France rattrape une partie de son retard : l'objectif de 1000 projets à l'horizon 2027 paraît à portée, 700 déjà en cours, sur 23000 stations, pas toutes à traiter. Evolution du cadre réglementaire sur les délais pour accélérer les demandes, sur l'irrigation, sur les espaces verts, sur la réutilisation des eaux usées ; grands acteurs : Veolia et Saur. Mais réduction des pollutions mise en pose, protection accrue des aires de captage ; exemption des agriculteurs sur les redevances, problème des bassines projet par projet, tout cela critiqué par « les Soulèvements de la Terre ».

Bruno Wiltz, président du comité Environnement, 28/03/ 2024

